



CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT
Amicale des locataires C.N.L
GUIDE DES MONTAGNES

Direction mobile et innovation
ARCEP
14 rue Gerty Archimède
CS 90410
75613 Paris Cedex 12

Réf : GM/PF/NH/MA-09-2019

Vitry le 5 septembre 2019

Objet : OBJET : Contribution dans le cadre de la consultation publique organisée par l'ARCEP et portant sur le projet de décision proposant les modalités d'attribution de la bande 3490 - 3800 MHz en France métropolitaine

Madame la Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Économie et des Finances,
Monsieur le Secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé du numérique,
Monsieur le Président de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes,

Je m'invite dans votre consultation publique lancée en plein été, et vous informe de MON OPPOSITION au déploiement de la 5G.

Vous comprendrez, Madame, Messieurs, qu'en tant que citoyen je sois préoccupée des effets sanitaires engendrés par le déploiement d'une telle technologie sur le territoire de notre pays.

J'ai bien noté que dans l'interview donné au journal La Croix en date du 17 Juillet 2019, M. Sébastien Soriano, Président de l'ARCEP, avait déclaré : « la protection de la santé ne fait pas partie du rôle de régulateur indépendant de l'Arcep ».

Soit. J'ai donc cherché par moi-même qui pouvait bien s'occuper de protéger ma santé ! J'ai bien noté que l'Anses a été saisie le 9 février 2019 par les ministères en charge de la santé, de l'environnement et de l'économie afin de conduire une expertise relative à l'exposition de la population aux champs électromagnétiques liée au déploiement de la technologie de communication 5G et aux effets sanitaires associés, mais qu'ils en étaient au stade de l'appel à candidatures d'experts scientifiques afin de procéder à la constitution d'un groupe de travail.

J'ai aussi découvert, l'appel du 13 Septembre 2017, à l'initiative des Pr Hardell et Nyberg, par lequel plus de 180 scientifiques et médecins de 37 pays, demandent un moratoire sur le déploiement de la 5G jusqu'à ce que des études d'impact sanitaires et environnementales **sérieuses et indépendantes** aient été réalisées préalablement à toute mise sur le marché. Cet appel a été remis à l'OMS.

C'est pourquoi, je me vois contraint, par application du principe de précaution pour ma propre santé, de vous **demandeur un moratoire** sur toute décision d'ordre technique, réglementaire ou législative concernant le déploiement de la 5G en France, tant que des études sur les impacts sanitaires et environnementaux de cette technologie n'auront pas été réalisées et jointes aux dossiers de consultations publiques.

Espérant que ma demande sera prise en compte dans le cadre de la consultation publique, Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes meilleures salutations.

Patricia FRANZONI Présidente